

RÉINDUSTRIALISATION, MON ŒIL : LES LICENCIEMENTS S'ACCÉLÈRENT AVEC LA BÉNÉDICTION DE L'ÉTAT !

Dossier

pages 8 à 10

RÉVOLUTIONNAIRES

33 29 AVRIL 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

NI CHAIR À CANONS NI CHAIR À PATRONS

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS ! TRAVAILLEUSES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !



ÉDITORIAL

Vive le 1^{er} mai, journée internationale de lutte de la classe ouvrière !

Alors que les classes dirigeantes du monde entier veulent nous accabler avec leurs menaces de guerre commerciale et de guerre tout court, ce ne sont pourtant pas les luttes qui manquent : aux États-Unis, des manifestations contre la politique de

Trump ont eu lieu à plusieurs reprises dans de nombreuses villes du pays ; en Serbie et en Turquie, la jeunesse défie le pouvoir ; en Grèce ainsi qu'en Belgique, d'importantes grèves générales ont eu lieu ces derniers mois.

TOUTE RESSEMBLANCE SERAIT PUREMENT FORTUITE...

En Belgique, une nouvelle mobilisation est d'ailleurs annoncée pour le 29 avril, pour refuser le plan d'attaque du nouveau gouvernement, poétiquement surnommé la coalition Arizona, qui s'en prend aux allocations chômage, veut repousser toujours plus l'âge de la retraite et prévoit des coupes budgétaires dans les services publics. De quoi trouver des échos ici, où Bayrou nous sermonne, affirmant que nous ne travaillons pas assez, et prévoit 40 milliards « d'efforts supplémentaires » à réaliser sur le budget 2026, qu'il faudrait prendre sur l'éducation,

la santé, les services publics, les dépenses des collectivités, etc. Des efforts, nous en faisons bien assez, pour boucler nos fins de mois, alors que les capitalistes de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. Car ces 40 milliards

SUITE PAGE 2 >>



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

LE 1^{er} MAI EN TURQUIE, VERS UN REBOND DE LA MOBILISATION ?

Mercredi 23 avril, un séisme de magnitude 6.2 a fait trembler les murs d'Istanbul et blessé plus de 260 personnes. Aucun effondrement n'est à déplorer – même si on regrette qu'aucune brèche n'ait ouvert la prison de Silivri où sont enfermés de nombreux opposants à Erdoğan.

Dès les premières secousses, des dizaines de milliers d'habitants de la métropole sont sortis dans les rues, de peur d'être ensevelis sous les décombres. La population garde en mémoire le tragique tremblement de terre de 2023, qui avait fait plus de 50 000 morts en Turquie et en Syrie. Une catastrophe qui n'avait rien de « naturelle » : les magnats de l'immobilier ayant construit des milliers de bâtiments sans prendre en compte les risques sismiques, pour s'enrichir avec la complicité du régime Erdoğan. Et si l'État turc a dû condamner quelques patrons pour montrer patte blanche, il n'a pas mis fin aux pratiques crapuleuses des promoteurs immobiliers.

Celles et ceux qui se battent aujourd'hui contre la tentative de coup d'État d'Erdoğan n'oublient pas les crimes de son régime. Le souvenir du mouvement de 2013 contre la destruction du parc Gezi résonne encore chez les milliers d'étudiants qui maintiennent les manifestations et actions dans leur université malgré la violence de la répression et les perspectives uniquement institutionnelles du principal parti d'opposition (CHP). Mais c'est une nouvelle génération qui expérimente son premier mouvement de masse. Alors que le 1^{er} mai approche et que plusieurs lycées se mettent en grève contre les mutations forcées de professeurs opposés à l'AKP (le parti d'Erdoğan), étudiants et lycéens mobilisés entendent bien manifester place Taksim, que les forces de police transforment chaque année depuis douze ans en forteresse assiégée. Tiendra-t-elle cette année ?

Les manifestations de la journée internationale des travailleurs seront-elles l'occasion pour ceux-ci de rejoindre la lutte ? Il ne manque pas de raisons de protester contre le régime : les conditions de vie des classes populaires s'effondrent, l'inflation officielle dépasse les 40 % – en réalité 90 % – et le salaire minimum est en dessous du seuil de pauvreté. Mais l'AKP conserve une certaine influence chez les travailleurs, aidé par une multitude de syndicats corporatistes qui refusent de se joindre à la révolte politique en cours. Une partie des étudiants essaie de dépasser cet obstacle, en allant manifester devant les locaux de la Disk (Confédération des syndicats révolutionnaires) ou en allant directement soutenir les travailleurs en lutte, comme ceux du chantier de construction de l'hôpital de la ville de Sakarya où les ouvriers ont obtenu leurs salaires non payés après dix jours de lutte et ont rendu hommage à « leurs jeunes amis qui peignent les rues aux couleurs de la rébellion ». Si les grèves économiques actuelles – comme dans les raffineries de Tüpraş – rejoignent les manifestations de jeunes, le régime ne tiendrait pas longtemps.

Ainsi, il n'est pas étonnant qu'une partie de la jeunesse regarde du côté de la Grèce ou de la Serbie où le slogan « Résistance générale, grève générale », scandé en Turquie, prend vie.

STEFAN INO • 27/04/2025



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ GALATASARAY ET DE TRAVAILLEURS DE L'HÔPITAL DE SAKARYA

Généralisation des « Comp » : une nouvelle attaque contre les étudiants

Alors que les étudiants luttent depuis plusieurs mois contre les coupes budgétaires dans les universités (1,5 milliard de coupes dans le budget 2025, soit des millions d'euros supprimés dans les budgets de toutes les universités), Philippe Baptiste, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de Bayrou, a annoncé une réforme du financement des universités : la généralisation des Contrats d'objectifs, de moyens et de performance (Comp).

Retour en arrière : depuis la loi LRU de 2007, les universités sont « autonomes » financièrement et doivent chercher de l'argent auprès de l'État pour leur fonctionnement. Elles reçoivent ainsi chaque année une « subvention pour charge de service public » (SCSP) théoriquement calculée sur la base du nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, mais qui fait surtout l'objet d'après négociations avec le ministère. Cette subvention est inégalitaire, et le financement est notamment insuffisant pour étudier dans de bonnes conditions. À l'échelle nationale, le budget par étudiant a baissé de 22 % entre 2010 et 2024. Pour combler le manque, les universités réduisent le nombre de places, sélectionnent davantage leurs étudiants et répondent à des appels à projets du ministère, mettent en place des « projets d'excellence » ou des filières d'élite, pour grappiller quelques millions en plus. Les universités sont mises en concurrence pour obtenir des subsides de l'État.

Les Comp, créés en 2023 par l'ex-ministre

Sylvie Retailleau, constituent l'aboutissement de cette politique de sous-financement et de concurrence : ils visent à donner plus de moyens aux 34 établissements pionniers qui suivent les exigences du ministère. À l'heure actuelle, les Comp représentent 0,8 % de leur SCSP. C'est peu, mais dans une université comme Nanterre (Hauts-de-Seine), cela correspond tout de même à quatre millions d'euros qui sont versés à condition de remplir les objectifs du ministère (et donc en fin de compte les demandes du patronat) : ceux-ci sont fixés à partir de plusieurs indicateurs, comme le taux d'insertion professionnelle ou de réussite. L'université s'engage ainsi à la création d'enseignements à distance et en hybride. Mais aussi à la « transformation » des formations « dont la performance n'est pas satisfaisante », comme les licences de LLCER (langues, littératures et civilisations étrangères et régionales), de philosophie, de lettres ou de sciences sociales. Quitte à supprimer ces filières qui n'intéressent pas les employeurs ? Interrogée par des syndicalistes étudiants, la

direction de l'université de Nanterre ne s'est pas engagée à les maintenir.

C'est dans ce contexte que Philippe Baptiste a annoncé la généralisation du dispositif « à l'ensemble du territoire à partir de l'année 2026 » pour qu'il concerne « 100 % de la subvention pour charge de service public (SCSP) des universités ». Cela signifie que le chantage ministériel appliqué dans quelques filières à Nanterre ou ailleurs deviendrait la norme du financement des universités.

L'université n'a pas à être performante aux yeux du patronat ni sélective, excluant les enfants d'ouvriers. Nous luttons pour une fac ouverte à la classe ouvrière et dirigée par elle, conditions réelles pour qu'elle devienne un lieu d'émancipation individuelle et collective, par le développement de connaissances, de la science et d'un savoir critique. Il faut des moyens à la hauteur des besoins.

La lutte des étudiants contre les coupes budgétaires ce second semestre n'est qu'un début... Le gouvernement avance sur ces plans, c'est à nous maintenant d'avancer dans cette perspective !

B. RUZ • 27/04/2025

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

EN LIGNE PAR CHÈQUE PAR VIREMENT OU PAR PRÉLÈVEMENT MENSUEL

npa-revolutionnaires.org/souscription

CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONALISTE

30.07 - 03.08

Construire un pôle des révolutionnaires

Ségovie

NPA OKAE Στάπτακος IZAR rso

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

NPA JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES